

Extension du Quai Nord des Flamands

Commune de Cherbourg-en-Cotentin



Source : Ports de Normandie

CONSULTATION PARALLÉLISÉE

Du jeudi 8 janvier à 9h00 au mercredi 8 avril 2026 à 17h00 relative à une
Demande d'autorisation environnementale pour l'extension du quai des Flamands
nord du port de Cherbourg en vue de l'adaptation du port au développement des
énergies marines renouvelables

PROCES-VERBAL de SYNTHÈSE

L'an deux mille vingt-six, le jeudi 9 avril, je soussigné Alain RENOUF commissaire enquêteur, désigné par Mme la présidente du Tribunal Administratif de Caen le 27 novembre 2025, ai consigné dans le présent procès-verbal de synthèse la clôture de la consultation parallélisée de 3 mois consécutifs réalisée sur la période comprise entre le jeudi 8 janvier à 9h00 et le mercredi 8 avril 2026 à 17h00.

La consultation porte sur une enquête publique, réalisée sous la nouvelle forme dite consultation parallélisée, concernant une demande d'autorisation environnementale présentée par le syndicat mixte ouvert Ports de Normandie pour l'extension d'un quai (dénommé quai des Flamands) dans le port de commerce de Cherbourg, en vue de l'adaptation du port au développement des énergies marines renouvelables (EMR).

Aux termes du Code de l'Environnement, cette consultation publique avait pour objet *« d'informer le public sur le projet d'extension du quai des Flamands nord et de recueillir ses appréciations, observations, suggestions et/ou contre-propositions. »*.

L'arrêté du Préfet de la Manche n°25-246-NB en date du 17 décembre 2025 a fixé les modalités de la consultation, notamment en ce qui concerne la mise à disposition du dossier d'enquête et les possibilités offertes pour le recueil des contributions.

Le public a été informé du lancement et du déroulement de la consultation par voie d'affichage dans la mairie de Cherbourg-en-Cotentin et sur le lieu du projet, et ce pendant toute la durée de celle-ci. Un avis d'enquête a été publié 15 jours avant l'ouverture de l'enquête dans deux journaux locaux :

- Ouest-France édition Manche du 20/12/2025 ;
- La Presse de la Manche du 20/12/2025.

Pendant toute la durée de l'enquête, le dossier de consultation ainsi qu'un registre à feuillets non mobiles côté et paraphé par le commissaire enquêteur ont été tenus à la disposition du public à la mairie de Cherbourg-en-Cotentin afin que chacun puisse en prendre connaissance pendant les jours et heures d'ouverture au public.

Les éléments de l'enquête et le dossier étaient consultables dans les mêmes conditions de délai :

- Sur le site internet du registre dématérialisé, à l'adresse suivante :
<https://www.extension-quai-portdecherbourg.fr/>.
- Sur un poste informatique mis à la disposition du public à la préfecture de la Manche à Saint-Lô (Bureau de l'environnement et de la concertation publique), sur rendez-vous préalable au 02.33.75.47.80.

S'agissant d'une consultation parallélisée, tout au long des trois mois de procédure, ont notamment été rendus publics sur le registre dématérialisé :

- Les observations et propositions du public, adressées par voie électronique ou non ;

- Les avis des organismes dont la consultation est requise par la réglementation (commune et Agglomération du lieu d'implantation, Agence Régionale de Santé, Autorité Environnementale) ;
- Les informations complémentaires transmises par le pétitionnaire et toutes les informations modifiant le dossier initial ;
- Les réponses du pétitionnaire aux avis, observations et propositions du public, ainsi qu'aux avis des organismes dont la consultation est requise.

Les observations et propositions du public ont pu, pendant toute la durée de la consultation parallélisée, être :

- Consignées par écrit au sein du registre papier mis à la disposition du public à la mairie de Cherbourg-en-Cotentin ;
- Adressées par courrier postal à l'attention du commissaire-enquêteur à la mairie de Cherbourg-en-Cotentin ;
- Adressées par voie électronique sur le registre dématérialisé à l'adresse suivante : <https://www.extension-quai-portdecherbourg.fr/>;
- Adressées par courrier électronique à l'adresse suivante : extension-quai-portdecherbourg@registre-dematerialise.fr

Elles pouvaient également être exprimées lors des deux réunions publiques ou des trois permanences.

1 Déroulement de la consultation

1.1 Bilan des permanences

J'ai durant la période d'enquête assuré trois permanences à la mairie de Cherbourg :

- Le lundi 19 janvier de 14h30 à 17h30 ;
- Le vendredi 13 mars de 9h00 à 12h00 ;
- Le mercredi 8 avril de 14h30 à 17h00.

Les conditions d'accueil du public étaient satisfaisantes et j'ai pu constater la présence des affiches annonciatrices de la consultation tant à la mairie que sur le site du projet.

Je n'ai reçu aucune personne aux deux premières permanences et reçu une personne à la troisième, venue se renseigner sur la nature du projet. Aucune contribution n'a été inscrite sur le registre papier.

Cependant la mairie m'a remis au cours de la permanence du 13 mars une lettre recommandée reçue en mairie le 20 janvier, en provenance de la Société GMG Saumon de France.

J'ai agrafé le dit courrier au registre papier, et en ai transmis copie en tant que contribution n°7 sur la plateforme du registre dématérialisé.

Dans ce courrier la société se déclare attachée au développement du port de Cherbourg, mais exprime ses inquiétudes par rapport à l'impact des travaux pouvant entraîner une éventuelle surmortalité dans les parcs d'élevage situés en grande rade. Elle demande qu'un mécanisme de garantie financière soit mis en place de façon à compenser le coût d'une éventuelle surmortalité qui pourrait mettre en péril la survie de la société.

Ce sujet a fait l'objet de ma part d'une question spécifique (n° 6) à Ports de Normandie le 16 mars. A ce jour je n'ai pas de réponse de leur part.

1.2 Bilan des réunions publiques

Les réunions publiques ont été organisées dans les conditions prévues par les textes.

Elles ont eu lieu le lundi 12 janvier pour la première et le mercredi 25 mars pour la seconde, dans des locaux prêtés par Ports de Normandie.

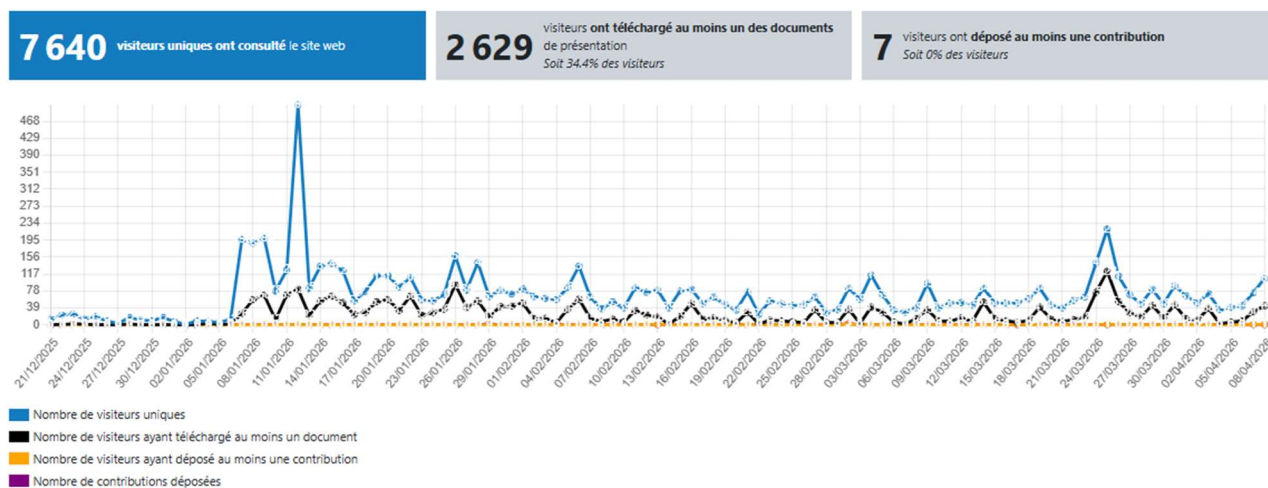
Leur déroulement s'est bien passé, avec l'utilisation de diaporamas mis au point en commun entre le commissaire enquêteur et le porteur de projet.

Bien que l'audience ait été restreinte (4 personnes à chaque fois), des échanges ont eu lieu et des questions posées.

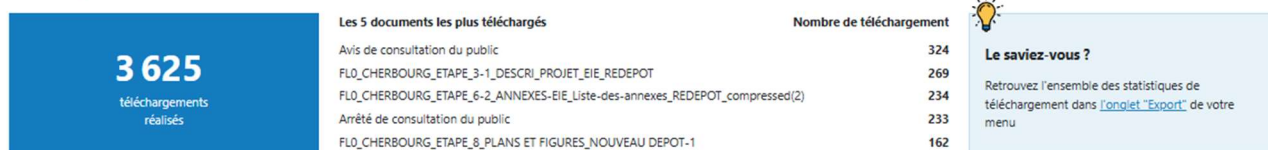
La présence de journalistes parmi le public a permis la publication d'articles bien documentés dans les journaux locaux les jours suivants.

1.3 Bilan des visites du site dématérialisé

Fréquentation



Téléchargements



La consultation des pièces du dossier a été continue pendant les trois mois, avec deux pics lors des réunions publiques et un pendant les deux derniers jours. De nombreux téléchargements ont été

réalisés, par exemple : l’avis de consultation (324), la description du projet (269), le dossier d’étude d’impact (132) la concertation préalable (97), etc.

Le tableau ci-dessous présente le nombre de téléchargements pour les pièces qui ont été mises sur la plateforme pendant la durée de consultation :

OUVERTURE CONSULTATION PUBLIQUE le 08/01/2026	Téléchargements	Mise sur site
Diaporama première réunion publique	86	15/01/2026
Compte-rendu première réunion publique	85	15/01/2026
Article Ouest-France 13 janvier 2026	74	15/01/2026
Avis de L'Agence Régionale de Santé 19/01/2026	57	21/01/2026
Questions 1, 2 et 3 du commissaire enquêteur et réponses PdN	53	07/02/2026
Avis de la Mission Régionale de l'Autorité environnementale	39	07/02/2026
Avis DDTM 20-02-2026	27	03/03/2026
Avis de la Communauté d'Agglomération du Cotentin	25	06/03/2026
Mémoire en réponse aux questions de l'ARS	22	12/03/2026
Mémoire en réponse aux recommandations de l'Autorité environnementale	20	12/03/2026
Absence de délibération de la commune de Cherbourg-en-Cotentin	27	18/03/2026
Avis de la Grande Commission Nautique du 11-12-2025	26	20/03/2026
Question du commissaire enquêteur du 3/3/2026 et réponse PdN	18	20/03/2026
Mémoire en réponse à l'avis de la DDTM	18	21/03/2026
Compte-rendu de la seconde réunion publique	6	01/04/2026
Diaporama seconde réunion publique	9	01/04/2026

La consultation des pièces ajoutées au cours de la période de consultation a été continue, avec une fréquence soutenue.

Il est donc possible de considérer qu’à la fois l’information et la participation du public ont été satisfaisantes.

1.4 Bilan des contributions

Les contributions suivantes ont été enregistrées (avec leur date de présentation) :

Insertion question par mail - Contribution n° 1	29/01/2026
Insertion réponse à la Question par mail - Contribution n° 2	29/01/2026
Contribution n° 3 - Cherbourg Maritime	13/02/2026
Contributions n° 4, 5 et 6 par des particuliers	03/03/2026

Contribution n° 7 (lettre recommandée) MGM Saumon de France	13/03/2026
Contribution n° 8 par la Direction du développement de la CAC	17/03/2026
Contribution n° 9 par le Réseau Terre Bleue le Cotentin	25/03/2026
Contribution n° 10 du Comité Régional des Pêches Maritimes et Elevages Marins	07/04/2026
Contribution n° 11 de l'association Robin des Bois	08/04/2026

Les deux premières n'émettent pas d'avis, elles correspondent à un échange de mails sur le sujet de la possibilité ou non d'émettre plusieurs avis par un même contributeur.

Il subsiste donc 9 avis, dont six sont favorables au développement du port de Cherbourg. Ceux-ci émanent d'un opérateur du port, d'organismes en lien avec la Communauté d'Agglomération du Cotentin (CAC), ou de particuliers.

La contribution n° 7 émane de la société en charge de l'élevage de saumons dans la grande rade, qui émet un avis favorable, mais avec une réserve, compte tenu des éventuelles incidences néfastes pour le cheptel contenu dans les cages d'élevage par le chantier. Elle demande une garantie financière par rapport aux pertes éventuelles.

La contribution n° 10 émane du Comité Régional des pêches, qui émet un avis défavorable car il considère que les travaux auront un impact non négligeable sur la pêche, contrairement à ce qui est indiqué dans l'étude d'impact du dossier soumis à consultation.

Le Comité présente un certain nombre de demandes :

- Pour limiter l'impact des opérations de dragage et clapage, engager une concertation avec la pêche sur la période de ces opérations, et privilégier une gestion à terre des sédiments dragués ;
- Définir et mettre en place un suivi de la ressource halieutique en concertation avec l'IFREMER et le Comité des pêches, pour la protection des zones de frayère dans la zone d'immersion ;
- Eviter la période hivernale pour la déconstruction/reconstruction de la digue ;
- Délimiter un chenal libre de tous engins de plaisance pour la passe de Colignon.

La contribution n° 11 a été adressée par l'association Robin des Bois, qui émet un avis défavorable tant sur le projet d'extension du port que sur celui d'immersion de déchets en mer. Les arguments évoqués sont les suivants :

- Incertitudes sur le business plan (volatilité des marchés éoliens offshore, dont celui en mer d'Irlande) ;
- Certitudes sur les atteintes aux ressources halieutiques du fait des immersions en mer ;
- Certitudes sur l'insalubrité du littoral et des fonds, du fait des contaminants et de la bactériologie contenue dans les matériaux qui seront clapés, crainte pour la sécurité alimentaire ;
- Difficultés à appréhender les impacts cumulés des deux projets (nouveau quai et fondations gravitaires).

Je demanderai de manière générale dans le présent document au porteur de projet de présenter des éléments de réponse aux observations émises, notamment par rapport aux contributions n° 7, 10 et 11.

1.5 Bilan des avis émis et des mémoires en réponse

Les avis réglementaires (Collectivités Locales (Commune et Agglomération), Agence Régionale de Santé et Autorité environnementale) ont été émis dans les délais prévus et ont été à la fois transmis au porteur de projet et versés sur la plateforme du registre dématérialisé.

Le service instructeur de l'Etat (DDTM) a également émis une demande de compléments et de clarifications, principalement sur le contenu de l'étude d'impact et le détail des mesures ERCAS (Eviter, Réduire, Compenser, Accompagner, Suivre) concernant les incidences du projet sur l'environnement.

Le porteur de projet a apporté des mémoires en réponse sur les trois avis qui le nécessitaient (ARS, MRAe et DDTM). Les trois documents correspondants ont été mis sur la plateforme du registre dématérialisé au fur et à mesure de leur réception.

Ces documents (questions et ou recommandations, mémoires en réponse) sont autonomes par eux-mêmes, cependant il subsiste pour moi quelques questionnements, qui feront l'objet du paragraphe final de ce PVS.

1.6 Bilan des questions du commissaire-enquêteur

J'ai pris l'option de poser au cours des trois mois de consultation des questions au porteur de projet, de façon à susciter des réponses de leur part destinées à apporter tant au public qu'au commissaire enquêteur des éclaircissements sur certains aspects du dossier.

Ces questions sont jointes en annexe à ce PVS.

Mes questions n° 1 et 2 avaient pour objectif de faire préciser la nature et le montant des recettes du Syndicat mixte, tant en historique qu'en prévisionnel sur une décennie. Cela a permis de valider les capacités financières du porteur de projet et le bien-fondé de l'investissement tel qu'il est prévu.

La question n°3 concernait les difficultés qui pouvaient se poser pour valider des hypothèses de développement en l'absence de décision sur le futur Programme Prévisionnel de l'énergie. Il s'est avéré que le PPE 3 a été fixée au cours de la consultation par un décret en date du 13 février 2026, ce qui a permis de lever la plupart des incertitudes.

La question n°4 a permis de communiquer au commissaire enquêteur et au public le compte-rendu de la Grande Commission Nautique qui a eu lieu en décembre 2025, au cours de laquelle les conditions de navigation, de balisage, etc. ont été abordées par les pratiques du port.

La question n° 5 interrogeait Ports de Normandie sur les suites données après la concertation effectuée en juin/juillet 2025 et le rapport des garants, concernant la continuation des échanges avec les différents intervenants qui se sont exprimés lors de cette première partie de procédure. Réponse a été apportée par Ports de Normandie.

La question n° 6 faisait suite à la réception de la lettre recommandée de GMG Saumon de France concernant leurs inquiétudes sur les éventuelles pertes de cheptel qui pourraient être imputées au chantier. Cette question a été abordée lors de la seconde réunion publique, des discussions sont en cours, j'en reparlerai ci-après dans mes questions du PVS.

2 Questions du Procès-Verbal de Synthèse

Après les nombreux échanges qui ont eu lieu au cours de cette période de trois mois, il subsiste des sujets sur lesquels je souhaite obtenir du pétitionnaire un avis ou des réponses concernant les points suivants :

A. Contribution n° 7 : Quels éléments de réponse pouvez-vous apporter aux inquiétudes présentées par la société GMG Saumon de France (rappel de ma question n° 6) ?

Il semble que vous ayez entamé des discussions, pouvez-vous en apporter par écrit la teneur ou les principes, même si aucune décision n'a encore été prise.

B. Contributions n° 10 et 11 : Ces avis défavorables sont arrivés très tardivement, ils apportent des éléments de contestation du projet, sur lesquels je demande au porteur de projet d'apporter des éléments de réponse détaillés.

C. Des questions ont été posées au cours des deux réunions publiques : Avez-vous des éléments de réponse supplémentaires à apporter par rapport à ce qui a été fourni comme éléments lors des réunions (par exemple sur la décision de financement de l'ADEME) ?

D. Avis de l'ARS : Par message en date du 9 février 2026 j'ai demandé un complément de mesures concernant le suivi de la bactériologie :

Dans la mesure de suivi MS-PdN 1 il y a effectivement des mesures de suivi bactériologiques, mais celles-ci ne comportent en tout que 5 mesures sur trois points, ce qui n'est pas du tout adapté par rapport aux enjeux de salubrité publique évoqués par l'ARS. Veuillez proposer un programme de suivi plus conforme aux demandes de l'ARS.

Je n'ai pas reçu de réponse officielle à cette demande (même si certains éléments sont visibles par ailleurs dans d'autres réponses).

E. Dimensionnement des ouvrages décanteur déshuileur aux émissaires.

En page 12 et 13 du mémoire en réponse à la MRAe il est envisagé d'équiper les émissaires d'eaux pluviales (diamètre 900 ou 1000) de décanteurs déshuileurs pour traiter les eaux avant rejet.

Mais les débits sont de l'ordre de 1 m³/s, et je crains qu'il n'existe pas d'appareils aptes à traiter ces débits. Mes questions sont les suivantes :

- De tels équipements sont-ils déjà en place ? Pour ces débits ?
- Avez-vous (ou BYTP ?) étudié les ouvrages qu'il faudrait, si oui bien vouloir m'en préciser la teneur ?
- Les rejets et leurs ouvrages ont-ils fait l'objet d'une procédure (IOTA loi sur l'eau) à l'époque de la construction des TP ?

Le vendredi 10 avril à 11h j'ai rencontré le pétitionnaire en ses bureaux à Cherbourg, et lui ai remis le bilan de la consultation publique et le présent Procès-Verbal de Synthèse. Etaient présents également des représentants de la DDTM, service instructeur.

Celui-ci présente le déroulement général de la consultation et comprend les observations du public (contributions reçues ou questions posées en réunion), les miennes et un certain nombre de questions.

Conformément aux dispositions de l'article 7 de l'arrêté préfectoral du 17 décembre 2025 prescrivant les modalités de la consultation, j'informe le pétitionnaire qu'il a la possibilité de produire un mémoire en réponse en me le faisant parvenir dans un délai de 5 jours à compter de la date de remise du procès-verbal de synthèse, par internet sous formats « Word » et « PDF » et par courrier postal dûment signé.

Fait à Saint-Vaast-la-Hougue

Le vendredi 10 avril 2026

Reçu à Cherbourg

Le vendredi 10 avril 2026

Alain RENOUF
Commissaire enquêteur

Ports de Normandie

Bertrand MARSSET
Directeur adjoint

PIECES ANNEXES :

- **Ensemble des contributions ;**
- **Compte-rendu des deux réunions publiques ;**
- **Questions posées par le commissaire-enquêteur en cours d'enquête ;**
- **Registre papier**